

8.2.3

Comptes sociaux au 31 décembre 2014

Sommaire

ACTIF	238
PASSIF	239
COMPTE DE RÉSULTAT	240
ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX	241

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Concessions, brevets, licences		1 410	2 845
Autres immobilisations incorporelles		1	38 439
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.1	1 411	41 284
Installations techniques		42	42
Autres immobilisations corporelles		703	784
Avances et acomptes		10 375	11 616
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.1	11 120	12 443
Titres de participation		98 081	93 208
Autres immobilisations financières		580	314
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	3.2	98 661	93 522
ACTIF IMMOBILISÉ		111 192	147 248
Stocks		296	424
Clients et comptes rattachés	3.4	27 783	51 165
Autres créances	3.3/4	397 120	281 882
Actions propres et autres titres de placement	3.5	42 366	64 162
Instruments de trésorerie		-	-
Disponibilités	3.5	213 673	128 877
ACTIF CIRCULANT		681 238	526 509
Charges constatées d'avance		376	38
Charges à répartir	3.6	13 779	4 897
Écart de conversion actif	3.14	10 712	7 480
ACTIF		817 297	686 173

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Capital		93 603	93 578
Primes d'émission, de fusion, d'apport		127 540	178 076
Réserve légale		9 336	9 336
Autres réserves		-	-
Report à nouveau		4 630	13 757
Bénéfice (perte) de l'exercice		-140 559	- 64 649
CAPITAUX PROPRES	3.7	94 550	230 098
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3.8	13 328	10 905
Emprunts obligataires convertibles	3.9/13	325 984	377 002
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3.10/13	329 530	30
Emprunts et dettes financières divers	3.11/13	37	16
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.13	8 012	1 131
Dettes fiscales et sociales	3.13	2 026	2 560
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3.13	23	23
Autres dettes	3.13	32 208	26 614
Instruments de trésorerie	3.15	-	198
DETTES		697 820	407 575
Écarts de conversion passif	3.14	11 599	37 595
PASSIF		817 297	686 173

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Chiffre d'affaires	3.16	17 337	13 288
Production stockée		-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	3.17	3 357	8 461
Autres produits	3.18	369	228
PRODUITS D'EXPLOITATION		21 063	21 977
Achats consommés et charges externes	3.19	-20 280	-14 101
Impôts, taxes et versements assimilés		-754	-1 352
Salaires et charges sociales		-7 786	-8 169
Dotations aux amortissements et provisions	3.20	-76 209	-15 641
Autres charges		-4 435	-512
CHARGES D'EXPLOITATION		-109 464	-39 775
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		-88 401	-17 798
Charges et produits financiers		-15 929	-13 986
Dividendes		-	45 000
Dotations et reprises de provisions		-66 600	-25 948
Différences de change		38 152	-8 136
Autres		-	-
RÉSULTAT FINANCIER	3.21	-44 377	-3 071
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		-132 778	-20 869
Produits exceptionnels		8 962	31 101
Charges exceptionnelles		-16 737	-74 460
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	3.22	-7 775	-43 359
Impôts sur les sociétés	3.23	-6	-421
RÉSULTAT NET		-140 559	-64 649

Annexes aux comptes sociaux

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Dégradation de l'environnement économique

L'environnement économique a été marqué par une forte baisse du cours du Brent sur le 4^e trimestre 2014 qui est passé de 92 US\$ en septembre à 58 US\$ fin décembre. En année pleine, la baisse du cours du baril reste contenue. Elle s'établit à 9 % le cours moyen du Brent étant passé de 108 US\$ en 2013 à 98 US\$ en 2014.

La chute du cours du baril a eu un impact défavorable direct sur le chiffre d'affaires de la filiale Maurel & Prom Gabon (-62 M€) et sa rentabilité opérationnelle mais ne remet pas en cause la valeur d'utilité de cet actif. Au-delà, cet événement a conduit Maurel & Prom à recentrer ses efforts d'exploration sur les projets les plus prometteurs, à se retirer des zones qui ne sont plus prioritaires et à tester la valeur recouvrable de ses participations et des avances qui leur ont été consenties en vue d'identifier et de comptabiliser toute perte de valeur. Cet exercice a conduit la Société à (i) déprécier très significativement ses actifs d'exploration au Mozambique (40 M€) et au Congo à hauteur de 34 M€ et (ii) à provisionner les avances au Pérou (10 M€) et en Tanzanie à hauteur de 34 M€.

Mozambique

Au Mozambique sur le permis de Rovuma onshore, deux puits d'exploration ont été forés sur la période. Le puits Tembo-1 a donné lieu à une déclaration de découverte en décembre mais a été bouché et abandonné, l'opérateur ne prévoyant pas d'engager dans l'immédiat de travaux supplémentaires d'appréciation. Le puits Kifaru-1 dont le forage a débuté en décembre 2014 s'est achevé en mars 2015 après avoir rencontré l'ensemble des formations ciblées (Miocène, Oligocène et Eocène) sans mettre en évidence d'hydrocarbures.

Dans le cadre d'un programme de réduction de ses actions d'exploration, l'opérateur Anadarko envisage de se retirer de ce permis. La Société réfléchit à la conduite à mener à la suite de cette information et des récents résultats obtenus sur ce permis.

Dans ce contexte, la totalité des coûts engagés à fin 2014 a été enregistrée en charges sur l'exercice pour un montant de 40 M€. Les obligations de travaux définis par le Contrat de Partage de Production pour cette phase ont été satisfaites.

Ce permis est opéré par Anadarko avec 42 % des intérêts. Wentworth, PTTEP et Maurel & Prom détiennent respectivement 13,64 %, 11,76 % et 32,60 %.

Congo

La décision a été prise de ne pas poursuivre l'exploration sur les zones prospectées dans le passé sur le permis La Noumbi, ce qui a conduit à déprécier en totalité les actifs détenus sur ce permis pour un montant de 34,3 M€.

Avances relatives au financement des travaux d'exploration sur le permis BRM en Tanzanie

La décision prise par le Groupe de cesser ses activités de recherche sur la zone d'exploration de Mafia sur le permis BRM et de ne conserver que les actifs relatifs à la zone M'Kuranga a conduit la filiale MPEP BRM à provisionner partiellement les dépenses d'exploration engagées sur ce permis. Ceci a conduit la Société à doter un complément de provision de 34 M€ sur les avances accordées à cette filiale.

Avances relatives au financement des travaux d'exploration sur le permis Lote-116 au Pérou

Le Groupe ayant décidé de ne pas poursuivre ses activités d'exploration au Pérou suite à l'échec du puits Fortuna-1, les avances accordées à la filiale MP Peru Holdings ont été dépréciées en totalité à hauteur de 10 M€. Une provision exceptionnelle de 4 M€ a en outre été dotée au titre des coûts de démantèlement et d'abandon du puits.

Gestion du risque de change

En 2014 l'US\$ s'est apprécié par rapport à l'EUR. Le taux de change EUR/US\$ au 31 décembre 2014 s'élevait à 1,21 contre 1,38 au 31 décembre 2013. Le taux de change moyen annuel reste néanmoins stable entre 2013 et 2014 à 1,33 US\$ pour 1 EUR.

Dans ce contexte, la réévaluation au taux de clôture des placements et de la trésorerie en US\$ de la Société a conduit à enregistrer un gain de change de 14,4 M€.

Par ailleurs, la Société a réduit en cours d'année son exposition au risque de change en convertissant en EUR des positions en devises avec sa filiale Maurel & Prom Gabon.

La Société a historiquement assuré le financement des activités de Maurel & Prom Gabon et détient à ce titre une créance sur cette dernière libellée en EUR dont le montant s'élevait à fin juin 2014 à 831,9 M€. La Société a par ailleurs une dette envers sa filiale en US\$ résultant du rapatriement au siège dans le cadre de la gestion centralisée de la trésorerie du Groupe du produit des ventes d'hydrocarbures provenant des champs exploités au Gabon. À fin juin, cette dette atteignait 1 359,5 MUS\$ générant une

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

position de change en US\$ très significative et une forte volatilité des résultats financiers de la Société. Il était nécessaire de limiter cette exposition au risque de change dans une certaine mesure artificielle puisque résultant de l'absence de compensation des positions avec une seule et même contrepartie. À cette fin, les deux sociétés ont convenu de compenser leurs dettes et créances réciproques après les avoir converties en EUR. Cette opération réalisée en date du 1^{er} juillet 2014 en appliquant le taux de change EUR/US\$ du jour de 1,3658 a généré un produit de change de 28,7 M€ dans les comptes de la Société. Après compensation, la dette de la Société envers sa filiale s'élevait au 1^{er} juillet à 163,5 M€ et il n'y avait plus de position en US\$.

Restructuration de l'endettement du Groupe

Maurel & Prom a procédé en juin 2014 à l'émission d'Obligations à option de Remboursement en Numéraire et/ou en Actions Nouvelles et/ou Existantes (ORNANE) venant à échéance le 1^{er} juillet 2019 pour un montant de 253 M€ (après exercice de l'option de surallocation).

Les caractéristiques de ces ORNANE sont les suivantes :

- ▶ maturité : 1^{er} juillet 2019 ;
- ▶ valeur nominale unitaire : 17,26 € ;
- ▶ nombre d'obligations : 14 658 169 ;
- ▶ prime d'émission : 40 % ;
- ▶ taux nominal : 1,625 %.

L'objectif de l'émission est de permettre le refinancement de l'endettement de la Société et le rallongement de sa maturité. Le produit net de l'émission a été utilisé pour le rachat des OCEANE 2014. Au 30 juin 2014 Maurel & Prom avait racheté 16 903 514 OCEANE 2014 représentant environ 89 % du nombre d'OCEANE 2014 initialement émises, à un prix de 16,90 € (prime de rachat incluse) par obligation. Le 31 juillet 2014, le Groupe a remboursé le solde des OCEANE pour un montant de 34 M€.

La Société a mis en place le 18 décembre 2014 une nouvelle ligne de crédit de 650 MUS\$ (*Revolving Credit Facility*), répartis entre une tranche initiale de 400 MUS\$ et un accordéon de 250 MUS\$, tirable en deux fois selon certaines conditions.

Les termes de cette nouvelle facilité sont les suivants :

- ▶ montant initial : 400 MUS\$
- ▶ tranche supplémentaire : 250 MUS\$
- ▶ maturité : 31 décembre 2020, soit 6 ans

- ▶ premier amortissement : 31 décembre 2016
- ▶ taux d'emprunt : LIBOR + 3,40 % jusqu'au 31/12/2018 et +3,65 % ensuite.

Les « covenants » financiers liés à cette nouvelle ligne de crédit sont les suivants :

- ▶ dette nette/excédent brut d'exploitation (« EBITDAX ») < 3 ;
- ▶ réserves P1+P2 (en part Maurel & Prom) x 10 US\$ > 1,5 x dette nette.

Cet emprunt, tiré à hauteur de 400 MUS\$ a permis de rembourser la ligne de crédit Maurel & Prom Gabon de 350 MUS\$ (RCF) en cours d'amortissement (soit 270 MUS\$ de dette résiduelle).

Prorogation de la durée de vie des Bons de Souscription d'Actions (BSA)

La date initiale de fin d'exercice des BSA était fixée au 30 juin 2014. Il est apparu que les BSA ne pouvaient pas être exercés avant la date fixée. Le 2 juin 2014, l'assemblée générale des porteurs de BSA a approuvé le report de la date limite de conversion des BSA au 31 décembre 2015. L'assemblée générale des actionnaires de Maurel & Prom du 12 juin 2014 a validé ce report.

Prorogation de la durée de vie de la Société

Le 13 octobre 2014, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société a approuvé la modification de ses statuts : la durée de vie de la Société a été prorogée jusqu'au 13 octobre 2113, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les statuts de la Société.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France et notamment avec les dispositions du Plan Comptable Général issu du règlement ANC n° 2014-03.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ▶ continuité de l'exploitation ;
- ▶ permanence des méthodes comptables ;
- ▶ indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire.

2.2. Opérations pétrolières

Les méthodes de comptabilisation des coûts de cette activité sont les suivantes :

Permis miniers

Les coûts relatifs à l'acquisition et à l'attribution de permis miniers sont inscrits en actifs incorporels et, durant la phase d'exploration, amortis linéairement sur la durée estimée du permis, puis, dans la phase de développement, au rythme des amortissements des installations de production pétrolière.

En cas de retrait du permis ou d'échec des recherches, l'amortissement restant à courir est constaté en une seule fois.

Acquisitions de réserves

Les acquisitions de réserves pétrolières sont inscrites en actifs incorporels et amorties selon la méthode de l'unité de production sur la base des réserves prouvées et probables.

Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves d'hydrocarbures au début du même exercice, ré-estimées sur la base d'une expertise indépendante.

Dépenses d'exploration

Les études et travaux d'exploration, y compris les dépenses de géologie et de géophysique, sont inscrits à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles.

Au moment de la découverte, ces coûts deviennent alors des coûts d'exploitation, dont une partie est transférée en actifs corporels, selon leur nature.

Les charges encourues postérieurement à cette date sont capitalisées et elles sont amorties à compter du début de l'exploitation.

Les dépenses de forage n'ayant pas abouti à une découverte commerciale sont comptabilisées en charges à hauteur des coûts engagés dès lors qu'il est décidé d'abandonner définitivement les travaux sur la zone concernée ou sur la zone de rattachement.

Des provisions pour dépréciation ou des amortissements exceptionnels sont comptabilisés lorsque les coûts accumulés sont supérieurs aux estimations des flux de trésorerie futurs actualisés ou lorsque des difficultés techniques sont rencontrées. Les dépréciations sont déterminées par permis d'exploration.

L'amortissement des dépenses d'exploration est différé jusqu'à leur transfert en immobilisations corporelles.

Immobilisations de production pétrolière

L'actif immobilisé de production pétrolière comprend tous les coûts liés à l'exploration transférés en coûts d'exploitation à la suite de découvertes et ceux liés au développement des champs (forage d'exploitation, installations de surface, systèmes d'évacuation de l'huile...).

Les immobilisations non terminées à la clôture de l'exercice sont inscrites en immobilisations au cours.

Les immobilisations terminées sont amorties selon la méthode de l'unité de production. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves d'hydrocarbures au début du même exercice ré-estimées sur la base d'une expertise indépendante.

Pour les immobilisations qui concernent la totalité d'un champ (pipeline, unités de surface...), les réserves estimées sont les réserves prouvées et probables « 2P ».

Pour celles dédiées à des zones spécifiques d'un champ, le niveau estimé des réserves est celui des réserves prouvées développées de la zone.

Les réserves prises en compte sont les réserves déterminées à partir des analyses menées par des organismes indépendants dans la mesure où elles sont disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Des provisions pour dépréciation ou des amortissements exceptionnels sont comptabilisés lorsque les coûts accumulés sont supérieurs aux estimations des *cash-flow* futurs actualisés ou lorsque des difficultés techniques sont rencontrées. Les dépréciations sont déterminées par permis d'exploitation.

Coûts de remise en état des sites

Des provisions pour remise en état des sites sont constituées en provisions pour risques et charges au rythme des amortissements des installations de production pétrolière dès lors que la Société a une obligation de démanteler et de remettre en état les sites. Elles sont estimées par pays et par champ.

2.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes linéaire (L) ou dégressive (D) suivantes :

- ▶ agencements et installations : L sur 5 à 10 ans,
- ▶ matériel de bureau et informatique : L ou D, sur 3 à 5 ans,
- ▶ mobilier de bureau : L sur 10 ans.

2.4. Participations et titres immobilisés

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction des capitaux propres et des perspectives de rentabilité des sociétés concernées.

Lorsque les perspectives de rentabilité ne sont pas assurées, les créances sur les filiales et participations sont dépréciées à hauteur des capitaux propres de ces dernières. Lorsque les pertes dépassent les créances, une provision pour risques est constatée à due concurrence.

Les autres titres immobilisés sont évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur de marché. Il s'agit notamment des actions propres de la société ayant fait l'objet d'une affectation précise.

2.5. Stocks

Les stocks d'hydrocarbures sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champs, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production.

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Une provision est constituée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

2.6. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée s'il existe un risque de non recouvrement.

2.7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur de marché.

2.8. Charges à répartir

Les primes de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de l'emprunt.

2.9. Opérations en devises

Les charges et produits exprimés en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en € à la date de l'opération.

Les dettes, financements externes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en € au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours sont portées au bilan sur la ligne « Écarts de conversion ». Les pertes latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Les disponibilités en devises sont converties au cours de clôture et les écarts de conversion sont inscrits au compte de résultat. Lorsque la trésorerie en devises est uniquement affectée à des investissements futurs (contrats spécifiques) et isolée comme telle, il est considéré que les encaissements et décaissements futurs constituent une sorte de couverture naturelle du profit ou de la perte de change.

2.10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en couverture d'éventualités diverses, notamment les risques sur les filiales, les litiges et les risques de pertes de change.

Les obligations de la Société en matière de retraite et avantages assimilés se limitent au paiement des cotisations à des régimes généraux à caractère obligatoire et au règlement d'indemnités de départ en retraite définis par la convention collective applicable.

Ces indemnités correspondent à un régime de prestations définies et sont provisionnées de la façon suivante :

- ▶ la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ;
- ▶ conformément à la norme IAS 19 Révisée, la méthode du corridor antérieurement appliquée a été abandonnée. Cette méthode consistait à comptabiliser et amortir les écarts actuariels, représentant plus de 10 % du montant des engagements ou de la valeur de marché des placements, sur la durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime. À compter de 2013, les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en résultat.

2.11. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond exclusivement à des prestations de services et d'études fournies aux filiales de la Société.

2.12. Conversion des comptes annuels des établissements

Pour les établissements autonomes dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, les comptes annuels sont convertis dans la monnaie de présentation de la Société soit l'euro en appliquant les principes suivants :

- ▶ conversion au taux de clôture à l'exception des comptes de liaison financement qui restent au taux historique ;
- ▶ conversion des postes du résultat au taux moyen de la période.

S'agissant des établissements non autonomes, leurs opérations comptables en devise, principalement en dollar, sont converties selon les mêmes règles que les opérations réalisées par l'établissement français.

2.13. Instruments financiers

Afin de couvrir le risque de change, la Société utilise des instruments de couverture de flux de trésorerie futurs constitués essentiellement d'options, de change à terme et de swaps de change. Ces opérations sont comptabilisées de la façon suivante :

- ▶ opérations dont le caractère de couverture ne peut être démontré :
 - › initialement, elles sont enregistrées pour leur juste valeur ;
 - › à la date de clôture la variation de juste valeur (gains et pertes) est constatée en résultat si l'instrument est conclu sur un marché organisé (ou assimilé comme tel du fait de sa grande liquidité). Dans les autres cas (marché de gré à gré peu liquide) seules les pertes sont constatées.
- ▶ opérations dont le caractère de couverture peut être démontré :
 - › si la réalisation de l'opération couverte est certaine, l'instrument reste comptabilisé à sa valeur d'acquisition ;
 - › si la réalisation de l'opération couverte n'est pas certaine, la juste valeur de l'instrument est recherchée ; en cas de perte latente une provision pour risque ou une dépréciation est constituée ; en cas de gain latent ce dernier n'est pas comptabilisé l'instrument reste comptabilisé à sa valeur d'acquisition ;
- ▶ la juste valeur des instruments contractés par le Groupe est déterminée par des experts externes.

3. Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

3.1. Immobilisations

L'évolution de l'actif immobilisé et des amortissements se présente ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2014
Immobilisations incorporelles	108 619	36 080	672	-1	144 026
À déduire : amortissements	-8 633	-1 020	-	-37	-9 689
À déduire : dépréciations	-58 702	-72 167	-	-2 058	-132 927
VALEUR NETTE	41 284	-37 106	672	-2 096	1 411
Immobilisations corporelles	13 502	6 985	8 094	-	12 393
À déduire : amortissements	-1 059	-194	-	-20	-1 272
À déduire : dépréciations	-	-	-	-	-
VALEUR NETTE	12 443	6 791	8 094	-20	11 120
TOTAL VALEUR BRUTE	122 120	43 065	8 766	-1	156 419
À déduire : amortissements	-9 692	-1 213	-	-57	-10 961
À déduire : dépréciations	-58 702	-72 167	-	-2 058	-132 927
TOTAL VALEUR NETTE	53 727	-30 315	8 766	-2 116	12 531

3.1.1. Immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)

En milliers d'euros	31/12/2014		31/12/2013	
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur brute	Valeur nette
LOGICIELS	2 084	213	1 791	126
PERMIS MINIERIS	7 531	1 197	8 203	2 719
Gabon	3 518	517	4 190	1 605
Hongrie	283	-	283	-
Syrie	2 761	575	2 761	851
Mozambique	968	106	968	262
ACQUISITION DE RÉSERVES	-	-	-	-
FRAIS D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE	134 411	1	98 624	38 439
Congo	53 530	-	45 309	26 076
France	3 656	-	3 656	-
Hongrie	1 767	-	1 767	-
Syrie	26 686	-	26 423	186
Mozambique	48 771	-	21 468	12 176
Autres pays	1	1	1	1
IMMOBILISATIONS PÉTROLIÈRES	141 942	1 198	106 827	41 157
TOTAL	144 026	1 411	108 619	41 284

La valeur nette des immobilisations incorporelles qui s'élevait à 41,2 M€ à fin 2013 a été ramenée à 1,4 M€ à fin 2014 en raison de la dépréciation des investissements d'exploration réalisés sur les permis Rovuma au Mozambique et La Noumbi au Congo.

Sur le permis de Rovuma un montant de 27,3 M€ expliquant l'essentiel des investissements d'exploration de la Société en 2014 a été engagé pour le forage des puits Tembo-1 et Kifaru-1, ce dernier s'étant achevé en mars 2015 sans résultat pétrolier.

Dans le cadre d'un programme de réduction de ses actions d'exploration, l'opérateur Anadarko envisage de se retirer de ce permis. La Société réfléchit à la conduite à mener à la suite de cette information et des récents résultats obtenus sur ce permis.

Dans ce contexte, la totalité des coûts engagés à fin 2014 a été enregistrée en charges sur l'exercice pour un montant de 40 M€.

Par ailleurs, la décision a été prise de ne pas poursuivre l'exploration sur les zones forées dans le passé sur le permis La Noumbi ce qui a conduit à déprécier en totalité les actifs détenus sur ce permis pour un montant de 34,3 M€.

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

3.1.2. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	2014	2013
VALEUR BRUTE	12 393	13 502
Amortissements et dépréciation	-1 273	-1 059
VALEUR NETTE	11 120	12 443

Les immobilisations corporelles correspondent pour l'essentiel à un appareil de forage acquis auprès de Tuscany en cours de mise en service.

3.2. Immobilisations financières

Variation des immobilisations financières

En milliers d'euros	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	31/12/2014
Titres de participation	127 516	7 104	-	134 619
À déduire : provisions	-34 308	-2 229	-	-36 537
VALEUR NETTE	93 208	4 875	-	98 082
Autres immobilisations financières	314	266	-	580
À déduire : provisions	-	-	-	-
VALEUR NETTE	314	266	-	580
TOTAL VALEUR BRUTE	127 830	7 370	-	135 199
À déduire : provisions	-34 308	-2 229	-	-36 537
VALEUR NETTE	93 522	5 141	-	98 661

Titres de participation

En milliers d'euros	2013	Variation	2014
VALEURS BRUTES			
Titres Maurel & Prom Assistance Technique	15 805	-	15 805
Titres Panther	10 056	-	10 056
Titres Saint-Aubin Energie	12	7 104	7 116
Titres Maurel & Prom Colombia	100 951	-	100 951
Autres	691	-	691
TOTAL	127 516	7 104	134 619
DÉPRÉCIATIONS			
Titres Maurel & Prom Assistance Technique	-15 805	0	-15 805
Titres Panther	-3 653	-2 193	-5 846
Titres Maurel & Prom Colombia	-14 701	0	-14 701
Autres	-148	-37	-185
TOTAL	-34 308	-2 229	-36 537
VALEURS NETTES	93 208	4 874	98 082

Saint-Aubin Energie

L'augmentation des titres de participation résulte pour l'essentiel de l'apport en numéraire de 7 M€ effectué au bénéfice de SAE dans le cadre de l'augmentation de

capital de 20 M€ décidée par cette filiale d'investissements en commun avec MPI détenue à 33,33 %.

3.3. Autres créances

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
Avances aux filiales du Groupe	481 671	288 252
Créances sur associés pétroliers	9 900	9 552
Créances sur la cession des titres Stcpa Bois et Transagra	2 573	2 573
Acomptes fournisseurs et notes de débit aux filiales	31 317	21 992
Créances diverses	40 412	85 188
TOTAL BRUT	565 874	407 558
DÉPRÉCIATION	168 753	125 676
TOTAL NET	397 120	281 882

À fin 2014, les autres créances, qui affichent une hausse de 158 M€ en valeur brute et 115 M€ en valeur nette par rapport à l'an dernier s'élèvent à 397 M€ se détaillant comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2014			2013		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances Gabon	107	-	107	15	-	15
Créances M&P West Africa	95	-	95	93	-	93
Avances Tanzanie	199	-74	124	149	-40	109
Avances à St Aubin Energie	22	-	22	19	-	19
Créance Integra	38	-38	-	38	-38	-
Notes de débit filiales	31	-	31	22	-	22
Autres	74	-57	18	72	-48	24
TOTAL AUTRES CRÉANCES	565	-169	397	407	-126	282

Avances Gabon (+92 M€)

Leur évolution sur la période est récapitulée ci-après :

AVANCES GABON À FIN 2013	15
Financements en compte courant accordés à MP Gabon	493
Encaissement des recettes de MP Gabon	-605
Remboursement par Ets Maurel & Prom de 273 MUS\$ empruntés par MP Gabon	224
Rémunération des comptes courants	-4
Réévaluation des positions en devises au taux de clôture	-16
AVANCES GABON À FIN 2014	107

Avances Tanzanie (+15 M€ en valeur nette)

L'augmentation des créances en compte courant sur les filiales tanzaniennes (+50 M€) s'explique par le financement des études sismiques et travaux menés sur les permis BRM et Mnazi Bay. La décision prise par le Groupe de cesser ces activités de recherche sur la zone d'exploration du permis BRM et de ne conserver que les actifs relatifs à la zone M'Kurunga a conduit la filiale MPEP BRM à provisionner partiellement les dépenses d'exploration engagées sur ce permis. Ceci a conduit la Société à doter un complément de provision de 34 M€ sur les avances accordées à cette filiale.

Avances à Saint-Aubin Energie

En application de l'accord de partenariat conclu avec MPI, Maurel & Prom finance à hauteur de 33 % les projets d'exploration menés en commun par les deux groupes, principalement en 2014 au Myanmar et au Canada.

Autres

Les autres créances qui s'élèvent à 18 M€ en valeur nette sont relatives au financement en compte courant de divers projets d'exploration.

Le Groupe ayant décidé de ne pas poursuivre ses activités d'exploration au Pérou suite à l'échec du puits Fortuna-1, les avances accordées à la filiale MP Peru Holdings ont été dépréciées en totalité à hauteur de 10 M€.

3.4. État des échéances des créances**Créances nettes**

En milliers d'euros

	Montant total	À un an au plus	À plus d'un an	À plus de cinq ans
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ				
Dépôts et cautionnements	580	524	56	-
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT				
Créances clients et comptes rattachés	27 783	27 783	-	-
Autres créances	397 120	397 120	-	-
TOTAL	425 483	425 427	56	-

Les créances clients sont relatives à des prestations effectuées au profit des filiales du Groupe, principalement Maurel & Prom Gabon.

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

3.5. Actions propres, disponibilités et instruments de trésorerie

	M€	Dont en MUS\$
Actions propres	42,4	-
SICAV et FCP	-	-
TITRES DE PLACEMENTS (a)	42,4	-
Dépôts à court terme rémunérés	-	-
Comptes courants bancaires et autres	213,7	241,8
DISPONIBILITÉS (b)	213,7	241,8
TITRES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITÉS (a+b)	256,1	241,8

Au 31 décembre 2014, Maurel & Prom détient 5 628 676 actions propres pour une valeur brute de 70,5 M€.

La comparaison du coût historique d'acquisition des actions propres et de leur cours moyen sur décembre

(7,53 €) a conduit la Société à doter un complément de provision de 28,1 M€ ramenant leur valeur nette comptable à 42,4 M€.

3.6. Charges à répartir et charges comptabilisées d'avance

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
CHARGES À RÉPARTIR AU 1^{ER} JANVIER	4 897	6 659
Augmentation de l'exercice	11 457	2 914
AMORTISSEMENT DE L'EXERCICE	-2 575	-4 676
TOTAL	13 779	4 897

Les charges à répartir correspondent aux frais d'émission des emprunts obligataires et bancaires amortis sur la durée de remboursement du principal. L'augmentation

de l'exercice s'explique par la mise en place d'un emprunt ORNANE en juin et d'une ligne de crédit en décembre 2014.

3.7. CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	2013	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Réduction de capital	Écart de conversion	Augmentation de capital	2014
Capital	93 578	-	-	-	-	25	93 603
Primes	178 076	-50 892	-	-	-	356	127 540
Réserve légale	9 336	-	-	-	-	-	9 336
Autres réserves	-	-	-	-	-	-	-
Report à nouveau	13 757	-13 757	-	-	4 630	-	4 630
Résultat	-64 649	64 649	-140 559	-	-	-	-140 559
TOTAL	230 098	-	-140 559	-	4 630	381	94 550

Au 31 décembre 2014, le capital social se composait de 121 562 094 actions d'une valeur nominale de 0,77 € soit un capital total de 93 602 812,38 €.

Instruments donnant accès au capital

Actions réservées aux salariés et actions gratuites

L'assemblée générale mixte du 13 juin 2013 a délégué compétence au conseil d'administration, pour une période de 38 mois, pour décider, en une ou plusieurs fois, l'attribution gratuite, dans la limite de 1 % du capital social au 14 juin 2012, au profit des salariés ou de certains d'entre eux et / ou des mandataires sociaux ou de certains d'eux de la Société et/ou des sociétés et groupements d'intérêts économique qui lui sont liés. Cette délégation du 14 juin 2012 a mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée le 29 juin 2011.

Cette autorisation ayant une durée de validité de 38 mois, elle n'a pas été renouvelée lors de l'assemblée générale de juin 2014.

Pour l'ensemble des plans émis par la société depuis 2006, l'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans et la durée minimale de conservation des actions par les bénéficiaires est fixée à deux ans à compter de l'attribution définitive des dites actions.

Les attributions d'actions gratuites effectuées depuis 2010 se présentent comme suit :

Date de décision d'attribution	Nombre d'actions
21/12/2010	202 256
01/06/2011	29 750
20/07/2011	41 650
19/12/2011	90 238
21/12/2012	72 451
30/08/2013	34 000
28/03/2014	56 840

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

Programme de rachat d'actions

Suite à l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 12 juin 2014 le conseil d'administration est autorisé à acheter ses propres actions, dans la limite de 10 % du montant du capital social, dans les conditions suivantes : prix unitaire maximum d'achat de 18 €.

Dans le cadre de ce programme de rachat, aucune action n'a été achetée en 2014 et 60 267 ont été remises suite à des conversions d'OCEANE.

Les achats concernant le contrat de liquidité représentent au cours de la même période 2 307 416 actions, les ventes 2 201 268 actions.

Au 31 décembre 2014, la Société détenait en propre 5 628 676 actions (soit 4,63 % du capital pour une valeur brute de 70,5 M€ à la fin 2014) dont 168 871 actions au titre du contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2014, conformément au tableau de mouvements sur capital ci-dessous, le nombre d'actions de la Société est de 121 562 094 et le capital social s'élève à 93 602 812,38 €.

Synthèse des mouvements sur capital

En euros	Nombres d'actions	Actions propres
AU 31/12/2010	121 305 001	6 363 053
Émission pour exercice de BSA	188 533	-
<i>Rachat actions propres</i>	-	-389 973
AU 31/12/2011	121 493 534	5 973 080
Émission pour exercice de BSA	18 900	-
<i>Rachat actions propres</i>	-	-256 835
AU 31/12/2012	121 512 434	5 716 245
Émission pour exercice de BSA	17 735	-
<i>Rachat actions propres</i>	-	-127 204
AU 31/12/2013	121 530 169	5 589 041
Émission pour exercice de BSA	31 925	-
<i>Rachat actions propres</i>	-	39 635
SOIT AU 31/12/2014	121 562 094	5 628 676

Distribution

Néant

3.8. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit :

En milliers d'euros	2013	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Effets de change	2014
Risque de change	7 480	10 712	-	-7 480	-	10 712
Litiges	261	-	-	-61	-	200
Autres	3 164	75	-	822	-	2 417
TOTAL DES PROVISIONS	10 905	10 787	-	-8 363	-	13 329
Résultat d'exploitation	-	75	-	-883	-	-
Résultat financier	-	10 712	-	-7 480	-	-
Résultat exceptionnel	-	-	-	-	-	-

La réévaluation au taux de clôture des dettes et créances en devises a conduit à doter une provision pour perte de change de 10,7 M€.

La provision pour indemnités de fin de carrière a fait l'objet d'une reprise de 0,089 M€ pour s'établir à 0,918 M€ à fin 2014.

En milliers d'euros

DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/2013 (IAS 19 révisée)	1 007
Coût des services 2014	116
Coût financier 2014	20
Charge de l'année 2014	136
Prestations payées en 2014	-160
Gains actuariels	-65
DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/2014	918

3.9. Emprunts obligataires convertibles

En millions d'euros	2014			2013		
	Capital	Intérêts	Total	Capital	Intérêts	Total
OCEANE 2014	-	-	-	297,4	8,9	306,2
OCEANE 2015	68,6	2,1	70,7	68,7	2,1	70,8
ORNANE 2019	253,0	2,3	255,3	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES	321,6	4,4	326,0	366,1	11,0	377,0

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

Emission d'un emprunt ORNANE 2019

La Société a émis le 6 juin 2014 un emprunt obligataire ORNANE d'un montant de 253 M€, composé de 14 658 169 ORNANE d'une valeur unitaire de 17,26 € à échéance 1^{er} juillet 2019, portant coupon à 1,625 % payable tous les six mois.

À chaque demande de conversion d'ORNANE, la Société pourra remettre à son choix :

- ▶ un montant en numéraire égal à la valeur de conversion ; ou
- ▶ des actions nouvelles ou existantes ; ou
- ▶ une combinaison d'un montant en numéraire et d'actions nouvelles ou existantes, pour une valeur totale égale à la valeur de conversion.

Au 31 décembre 2014, le solde de l'emprunt s'élève à 253 M€, aucune obligation n'ayant été convertie. Le montant des intérêts courus à cette date s'élève à 2,3 M€.

Remboursement de l'emprunt OCEANE 2014

Le produit d'émission de l'emprunt ORNANE a permis à la Société de procéder au rachat de 16 903 714 des 19 061 198 OCEANE de l'emprunt à échéance 31 juillet 2014, pour un prix total de 262,7 M€ (incluant les coupons courus de 16 M€).

Le solde de l'emprunt OCEANE 2014 a été remboursé en date du 31 juillet 2014.

OCEANE 2015

Le 28 juillet 2010, la Société a émis 5 511 812 OCEANE pour un montant total de 70 M€. Les obligations portent intérêt à 7,125 % l'an et seront amorties en totalité par remboursement au pair le 31 juillet 2015. La conversion ou l'échange peut être exercé à tout moment à raison de 1,19 action pour une obligation. Toutes les obligations ont été souscrites.

Au 31 décembre 2014, 5 249 obligations ont été converties, réduisant l'emprunt obligataire à 68,6 M€. Le nombre d'obligations restant au 31 décembre 2014 s'élève donc à 5 405 263. Le montant des intérêts courus au 31 décembre 2014 s'élève à 2,1 M€.

3.10. Emprunts auprès des établissements de crédit

En milliers d'euros	2014	2013
BNP	329 462	-
Banques créditrices	68	29
TOTAL	329 530	29

La Société a signé auprès d'un consortium de quatre banques internationales (Natixis, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Standard Bank Plc, Standard Chartered Bank) une nouvelle ligne de crédit de 650 MUS\$ (*Revolving Credit Facility*), répartis entre une tranche initiale de 400 MUS\$ (329,5 M€) et un accordéon de 250 MUS\$, tirable en deux fois selon certaines conditions.

Les termes de cette nouvelle facilité sont les suivants :

- ▶ montant initial : 400 MUS\$
- ▶ tranche supplémentaire : 250 MUS\$
- ▶ maturité : 31 décembre 2020, soit six ans

- ▶ premier amortissement : 31 décembre 2016
- ▶ taux d'emprunt : LIBOR + 3,40 % jusqu'au 31/12/2018 et +3,65 % ensuite.

Cette ligne de crédit tirée à hauteur de 400MUS\$ en décembre 2014 a été utilisée à hauteur de 273 MUS\$ pour rembourser un emprunt souscrit par Maurel & Prom Gabon en 2013.

3.11. Emprunts et dettes financières divers

En milliers d'euros	2014	2013
Intérêts courus	-	-
Autres	37	16
TOTAL	37	16

3.12. Autres dettes

Les autres dettes correspondent essentiellement à des comptes courants créditeurs avec les filiales.

3.13. État des échéances des dettes

En milliers d'euros	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires	325 984	70 697	255 287	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	329 530	68	185 322	144 140
Emprunts et dettes financières divers	37	37	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 012	8 012	-	-
Dettes fiscales et sociales	2 026	2 026	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23	23	-	-
Autres dettes	32 208	32 208	-	-
TOTAL	697 820	113 171	440 609	144 140

3.14. Écarts de conversion

Les écarts de conversion, tant actif que passif, correspondent à la revalorisation au cours de clôture des dettes et créances en devises (essentiellement sur les comptes courants et les prêts avec les filiales).

La perte de change latente de 10,7 M€ (2013 : 7,5 M€) est intégralement provisionnée.

3.15. Instruments dérivés et autres instruments financiers

Le Groupe peut avoir recours dans le cadre de ses activités courantes à des instruments financiers pour diminuer son exposition au risque de fluctuation des cours du pétrole et des cours de change des devises. La gestion

de ces risques est centralisée et les dérivés sont portés par la holding.

Les dérivés utilisés afin de réduire l'exposition au risque de variation du cours des hydrocarbures sont globalement de 2 types :

- des swaps vendeurs de brut fixant pour un volume et une période donnée le prix de vente du baril ;
- des produits plus sophistiqués combinant ventes de swaps et options de façon à fixer le prix de vente du baril tout en permettant de bénéficier dans une certaine mesure d'une évolution favorable du marché.

Aucune couverture n'était en place au 31 décembre 2014.

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

S'agissant de la couverture du risque de change, le Groupe détient des liquidités en dollars américains en vue de financer les dépenses d'investissement prévisionnelles dans cette devise.

Par ailleurs, quelques opérations de change à terme et d'options de change visant à réduire l'exposition au risque de change dans le cadre de la gestion quotidienne de la trésorerie ont été initiées durant l'exercice. Aucune opération de ce type n'était en cours à la clôture.

3.16. Chiffre d'affaires

En milliers d'euros	2014	2013
Prestations de services	17 337	13 288
TOTAL	17 337	13 288

Le chiffre d'affaires correspond exclusivement à des prestations de services et d'études fournies aux filiales

de la Société notamment au Gabon et en Colombie pour 17,3 M€.

3.17. Reprises de provisions d'exploitation et transferts de charges

En milliers d'euros	2014	2013
Transfert de charge France	-	-
Capitalisation des investissements au Congo	1 768	1 545
Reprises sur amortissements et provisions	1 589	6 916
Autres	-	-
TOTAL	3 357	8 461

Le montant des reprises de provisions était élevé en 2013 du fait de la liquidation de la filiale Zetah au Congo.

3.18. Autres produits

Les autres produits correspondent principalement à des facturations de loyers et à des mises à disposition de personnel à d'autres sociétés du Groupe.

3.19. Achats consommés et charges externes

L'augmentation de ce poste (6 M€) s'explique essentiellement par l'augmentation des commissions des banques suite à la mise en place des différents financements.

3.20. Dotations aux amortissements et provisions

En milliers d'euros	2014	2013
Amortissements des immobilisations	1 242	1 064
Dépréciation des immobilisations	72 167	9 357
Charges à répartir	2 575	4 676
Créances	150	415
Provisions pour risques et charges	75	128
TOTAL	76 209	15 640

Les dépréciations d'immobilisations enregistrées cette année concernent principalement l'enregistrement en charge des actifs d'exploration sur le permis de la Noubi au Congo pour 32,2 M€ et des actifs d'exploration du Mozambique pour 39,5 M€. Ce point a été décrit dans la note 3.1.1 sur les immobilisations incorporelles.

Les charges à répartir sont relatives aux coûts de mise en place des emprunts OCEANE et ORNANE.

3.21. Résultat financier

Le résultat financier 2014 est présenté dans le tableau ci-après :

En milliers d'euros	2014	2013	
Intérêts comptes courants filiales	6 250	8 226	(1)
Intérêts sur OCEANE	-22 647	-26 083	(2)
Intérêts sur autres emprunts	-74	-434	
Produits (charges) de trésorerie nets	704	1 011	
Gains et (pertes) nets sur instruments financiers	-162	3 294	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-15 929	-13 986	
DIVIDENDES	-	45 000	(3)
Autres produits et charges	-66 600	-25 948	(4)
Différences de change (y compris provision pour perte de change)	38 152	-8 136	(5)
TOTAL	-44 377	-3 071	

(1) Les intérêts facturés à la Tanzanie (5,5 M€) en rémunération des sommes avancées en compte courant expliquent l'essentiel du poste. La diminution des produits s'explique par la réduction de l'encours des avances à la filiale gabonaise.

(2) Les charges d'intérêts sur les emprunts OCEANE 2014, OCEANE 2015 et ORNANE 2019 s'élèvent respectivement à 15,4 M€, 4,9 M€ et 2,3 M€.

(3) Les dividendes à recevoir de Maurel & Prom West Africa s'élevaient en 2013 à 45 M€.

(4) La variation de ce poste s'explique principalement par la provision pour dépréciation des avances accordées à la Tanzanie pour 34,1 M€ et au Pérou pour 10,2 M€ ainsi que par la provision des actions propres pour 21,4 M€.

(5) Les différences de change s'expliquent à hauteur de 28,7 M€ par un profit réalisé lors de la conversion en € des dettes en devises envers la filiale Maurel & Prom Gabon. Ce point est décrit en détail dans la note 1 « Généralités ». Par ailleurs, un profit de 14,4 M€ a été dégagé lors de la réévaluation des placements et de la trésorerie en devises de la Société au taux de clôture EUR/US\$ de 1,2141.

*États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014***3.22. Résultat exceptionnel**

La perte exceptionnelle de -7,8 M€ provient à hauteur de 4M€ de la dépréciation des avances accordées à MP Peru holdings pour financer les opérations de démantèlement du puits Fortuna au Pérou (4 M€) et à hauteur de 2,7 M€ d'une perte sur le compte courant Panther.

3.23. Impôt sur les sociétés

Maurel & Prom est la société mère du groupe d'intégration fiscale composé des sociétés Maurel & Prom, M&P Volney 2, M&P Peru Holdings, M&P Volney 5, M&P Volney 6, M&P West Africa, MPEP Mozambique, MPEP BRM, MPEP France, MPEP Namibie, MPEP Mnazi Bay, et M&P Assistance Technique.

3.24. Exposition aux principaux risques*Risque de marché*

Les résultats de la Société sont sensibles à différents risques de marché. Les plus significatifs sont le cours des hydrocarbures exprimé en US\$, et le taux de change EUR/US\$. Néanmoins, il faut noter que la devise opérationnelle du Groupe est le dollar puisque les ventes, une majeure partie des dépenses opérationnelles et une part significative des investissements sont libellés dans cette devise.

Risque relatif au marché des hydrocarbures

Afin de limiter l'exposition du Groupe au risque de baisse du cours des hydrocarbures, la Société a eu recours dans le passé à des instruments dérivés (*Swaps, futures, floors*) ayant pour effet de couvrir une partie de la production future contre une baisse éventuelle des cours du pétrole. Aucune couverture de ce type n'a été mise en place sur 2014.

Risques de change

La variation du cours EUR/US\$ impacte le résultat de la Société lors de la réévaluation des liquidités détenues dans cette devise lors de l'arrêté des comptes.

Afin de minorer son risque de change financier, Maurel & Prom a procédé durant l'exercice à quelques opérations de change à terme et à des achats et ventes d'options de change portant sur l'euro et le dollar. Aucune opération de ce type n'était en cours à la clôture.

La Société détient par ailleurs des liquidités en dollars destinées à financer ses dépenses d'investissement prévisionnelles dans cette devise.

Risques de taux et de liquidité

L'endettement du Groupe se décompose en :

- ▀ une émission obligataire convertible de 70 M€ à taux fixe de 7,125 % émis en 2011 à échéance juillet 2015 ;
- ▀ un emprunt obligataire ORNANE d'un montant nominal de 253 M€ à échéance juillet 2019 portant intérêt au taux de 1,625 % ;
- ▀ une facilité bancaire (de type Senior Secured Facility) d'un montant maximum de 650 MUS\$ utilisée à hauteur de 400 MUS\$ au 31 décembre 2014. Cette facilité bancaire à échéance du 31 décembre 2020 est remboursable par amortissement à partir de 2016 et porte intérêt sur la base du LIBOR +3,4 % jusqu'en 2018 et LIBOR +3,65 % au-delà ;
- ▀ un emprunt Crédit Suisse de 50 MUS\$ remboursable *in fine* le 23 décembre 2018 et portant intérêt à hauteur de LIBOR +2 %.

Les liquidités, qui à la date d'arrêté s'élèvent à 213,7 M€, sont toutes placées en comptes courants à vue ou en dépôts courts termes. Le risque encouru en cas de variation de taux d'intérêts est une perte d'opportunité en cas de baisse et un gain d'opportunité en cas de hausse.

Risques action

Des plans de rachat d'actions propres successifs ont été mis en place depuis le 12 janvier 2005. Au 31 décembre 2014, la Société détenait 5 628 676 actions propres pour une valeur comptable de 70,4 M€ brute à comparer à une valeur de marché de 42,4 M€. Une provision de 28,1 M€ a en conséquence été constituée (cf note 3.5).

Risque de contrepartie

La Société n'a pas de créances significatives autres que celles sur ses filiales opérationnelles et sur des partenaires pétroliers engagés dans les mêmes opérations qu'elle-même et portés dans la phase d'exploration et/ou de développement des infrastructures de production. Il ne s'agit donc pas de risques de contrepartie en tant que tels mais plutôt de risques inhérents à l'exploration production.

3.25. Engagements hors bilan

En milliers d'euros

	2014	2013
Garantie données sur emprunts	-	-
Autres engagements donnés	15 649	28 787
TOTAL	15 649	28 787

À la connaissance de Maurel & Prom, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles de mettre en cause la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités du Groupe.

Engagements donnés**Garanties données sur emprunts**

Garanties données sur emprunts : Facilité de crédit Maurel & Prom Gabon SA (*Revolving Credit Facility*)

Les Établissements Maurel & Prom ont signé le 18 décembre 2014 une nouvelle ligne de crédit de 650 MUS\$ (*Revolving Credit Facility*), répartis entre une tranche initiale de 400 MUS\$ et un accordéon de 250 MUS\$.

Ce nouveau RCF est garanti par la Société, sa filiale française Maurel & Prom West Africa ainsi que Maurel & Prom Gabon. Les sûretés suivantes ont également été accordées :

- ▶ un nantissement de solde de compte bancaire consenti par la Société sur le compte de collecte de la Société ;
- ▶ un nantissement des actions Maurel & Prom Gabon détenues par Maurel & Prom West Africa ;
- ▶ un nantissement des actions Maurel & Prom West Africa détenues par la Société ;
- ▶ le transfert, à titre de garantie, des droits respectifs détenus par Maurel & Prom Gabon, la Société et Maurel & Prom West Africa dans tout (i) accord de couverture, (ii) contrat d'assurances et (iii) futur contrat de vente d'huile portant sur les actifs sous-jacents conclu entre Maurel & Prom Gabon et toute partie autorisée à procéder aux enlèvements ;
- ▶ le transfert, à titre de garantie, des droits liés à tout prêt accordé à une des société du Groupe.

Les sommes mises à disposition doivent être utilisées pour :

- ▶ payer les commissions et les intérêts dus au titre de la nouvelle ligne ;
- ▶ rembourser le RCF existant ;
- ▶ financer les investissements dans les actifs sous-jacents ; et
- ▶ financer tous besoins généraux, y compris le financement d'acquisitions.

Le contrat de crédit est assorti d'un tableau d'amortissement prévoyant un remboursement final fixé au 31 décembre 2020. Toutefois, et à certaines conditions, la période de grâce, initialement de deux ans soit jusqu'au 31 décembre 2016, pourra être allongée d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Maurel & Prom devra payer les intérêts sur l'emprunt, à échéance prévue, à un taux égal au LIBOR auquel s'ajoutent des coûts obligatoires ainsi qu'une marge de 3,4 % par an jusqu'au 31 décembre 2018 et de 3,65 % par an jusqu'au 31 décembre 2020. Les intérêts seront calculés par périodes de trois mois, sauf stipulation contraire.

Autres engagements**Engagements de travaux**

Dans le cadre des opérations courantes des Établissements Maurel & Prom et en accord avec les pratiques habituelles de l'industrie, la Société prend part à de nombreux accords avec des tiers. Ces engagements sont souvent pris à des fins commerciales, à des fins réglementaires ou pour d'autres contrats opérationnels.

Les engagements de travaux pétroliers sont évalués sur la base des budgets approuvés avec les partenaires. Ils font l'objet de multiples révisions en cours d'exercice en fonction notamment des résultats des travaux pétroliers réalisés.

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

Les seuls engagements de travaux pour l'exercice 2015 consistent à financer les coûts résiduels du permis de Rovuma onshore au Mozambique.

Rockover

Le contrat d'achat de la société Rockover en février 2005 prévoyait une clause de retour des anciens actionnaires à hauteur de 10 % en cas de découverte sur l'un des permis cédés (Ofoubou/Ankani, Omoueyi, Nyanga Mayombe, Kari) et de 50 % sur le permis de Banio.

À l'initiative de Maurel & Prom, un accord de rachat de cette clause a été signé le 13 juillet 2007. Cet accord prévoit le paiement par Maurel & Prom aux anciens actionnaires de 55 MUS\$ (payés à ce jour) assorti d'une redevance de 2 % lorsque la production cumulée dépassera 39 millions de barils sur l'ensemble des champs cédés à Maurel & Prom en 2005 (hors Banio). Ce seuil a été atteint dans les derniers jours de décembre.

Par ailleurs, une redevance de 10 % sur la production issue du champ de Banio sera à verser lorsque la production cumulée de ce champ dépassera 3,9 millions de barils.

Enfin, les engagements suivants ont été maintenus :

- ▶ Maurel & Prom devra payer aux vendeurs une redevance totale d'un montant de 1,30 US\$ par baril produit à compter de la date à laquelle la production cumulée dans l'ensemble des zones de licences dépasse 80 Mboe ;
- ▶ Maurel & Prom devra verser à un des deux vendeurs une redevance équivalent à 2 % de la production totale disponible jusqu'à un seuil de 30 Mboe et 1,5 % au-delà de ce seuil, sur la production provenant des permis d'exploitation issus du permis d'exploration MT 2000-Nyanga Mayombe.

Engagements reçus

Dans le cadre de la vente de sa filiale Hocol à Ecopetrol en 2009, une clause de complément de prix a été signé permettant à Maurel & Prom de bénéficier d'un complément de prix d'un montant maximum de 50 MUS\$, basé sur la valorisation des réserves du champ de Niscota en Colombie, faisant partie de la transaction.

La valorisation des réserves du champ de Niscota devait en principe intervenir au 31 décembre 2012 et faire l'objet d'une validation par un expert indépendant désigné conjointement par Maurel & Prom et Ecopetrol.

Dans ses comptes au 31 décembre 2011, Ecopetrol a enregistré une dette d'un montant de 27,3 MUS\$ au titre de ce complément de prix. Maurel & Prom a sollicité auprès d'Ecopetrol les bases de calcul de cette évaluation et la communication de toute information prévue par le contrat de vente d'Hocol de nature à permettre d'évaluer l'évolution des réserves du champ de Niscota et leur niveau au 31 décembre 2012.

Les informations obtenues tardivement d'Ecopetrol n'ont pas permis à Maurel & Prom d'apprécier le niveau de réserves du champ de Niscota avant la fin 2012, ni de procéder à la désignation de l'expert indépendant prévu par le contrat de vente d'Hocol. En décembre 2012 Maurel & Prom a de ce fait introduit une procédure en arbitrage devant la Chambre de Commerce Internationale à l'encontre d'Ecopetrol afin d'obtenir la désignation d'un expert par le tribunal arbitral dont la mission devra notamment permettre de fixer le montant de la créance éventuelle correspondant au complément de prix mentionné ci-dessus. La procédure d'arbitrage est toujours en cours.

3.26. Litiges

N/A

3.27. Environnement

Du fait de ses activités, aujourd'hui principalement pétrolières et gazières, le Groupe Maurel & Prom veille à respecter les contraintes réglementaires des pays où il est présent et en particulier à effectuer des études d'impact systématiques avant d'engager des travaux spécifiques.

Dans le cadre de ses travaux d'exploration, de production et de développement, le Groupe Maurel & Prom peut être amené à causer des dommages environnementaux. Ceux-ci sont couverts par des contrats d'assurance *ad hoc*.

En raison de la nature de son activité, le Groupe supportera les frais pour la remise en état des sites d'exploitation comme des dispositifs d'évacuation. Une provision de ces coûts de remise en état des sites est, le cas échéant, constatée dans les comptes.

3.28. Effectifs

Le personnel salarié de la Société stable par rapport à l'an dernier s'élevait à 31 personnes au 31 décembre 2014.

3.29. Rémunérations allouées à la direction, et aux membres du conseil d'administration

En milliers d'euros	2014	2013
Rémunération allouée à la direction *	1 574	1 630
Conseil d'administration (jetons de présence et rémunération des comités)	450	450
TOTAL	2 024	2 080

* La direction comprend le directeur général et les directeurs de départements soit 5 membres en 2014 et 5 membres en 2013.

3.30. Éléments concernant les entreprises liées

En milliers d'euros	2014	20123
ACTIF		
Participations	134 619	127 515
Créances clients	27 744	51 723
Autres créances	514 090	357 094
PASSIF		
Dettes fournisseurs	-	-
Dettes sur immobilisations	23	23
Autres dettes	27 634	21 138
COMPTE DE RÉSULTAT		
Quotes-parts sur opérations faites en commun	-	-
Produits financiers	6 250	8 226
Dividendes	-	45 000
Autres produits	196	111
Charges financières	-	1 000

3.31. Évènements postérieurs à la clôture

Au Mozambique sur le permis de Rovuma onshore, deux puits d'exploration ont été forés sur la période. Le puits Tembo-1 a donné lieu à une déclaration de découverte en décembre mais a été bouché et abandonné, l'opérateur ne prévoyant pas d'engager dans l'immédiat de travaux supplémentaires d'appréciation. Le puits Kifaru-1 dont le forage a débuté en décembre 2014 s'est achevé en mars 2015 après avoir rencontré l'ensemble des formations ciblées (Miocène, Oligocène et Eocène) sans mettre en évidence d'hydrocarbures.

Dans le cadre d'un programme de réduction de ses actions d'exploration, l'opérateur Anadarko envisage de se retirer de ce permis. La Société réfléchit à la conduite à mener à la suite de cette information et des récents résultats obtenus sur ce permis.

Dans ce contexte, la totalité des coûts engagés à fin 2014 a été enregistrée en charges sur l'exercice pour un montant de 40 M€. Les obligations de travaux définis par le Contrat de Partage de Production pour cette phase ont été satisfaites.

Ce permis est opéré par Anadarko avec 42 % des intérêts. Wentworth, PTTEP et Maurel & Prom détiennent respectivement 13,64 %, 11,76 % et 32,60 %.

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

3.32. Tableau des filiales et participations

Montants exprimés en unités monétaires.

Sociétés	Devise	% détenu	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital social (en devises)	Valeur brute comptable des titres détenus €
FRANCE					
Maurel & Prom Assistance Technique	EUR	100 %	120 000	-17 463 579	15 804 893
Maurel & Prom West Africa	EUR	100 %	80 000	2 299 852	80 000
Saint-Aubin Energie	EUR	33 %	20 000 000	-1 847 762	7 115 824
ÉTRANGER					
MPAT International (Genève)	EUR	99,99 %	195 270	793 040	194 263
Maurel & Prom Colombia BV	US\$	50 %	61 000	120 359 701	100 951 273
Panther Eureka Srl (Sicile)	EUR	100 %	128 572	109 372	10 056 245
DIVERS (b)					416 180

(a) Intérêts courus inclus ;

(b) Comprend l'ensemble des filiales autres que celles détaillées ci-dessus, détenues directement par Maurel & Prom S.A.

(1) Avances en comptes courants dépréciées à hauteur de 100 %

8

Annexes

États financiers consolidés et comptes sociaux au 31 décembre 2014

1

2

Comptes sociaux

Valeur nette comptable des titres détenus €	Prêts et avances accordés bruts € (a)	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires du dernier exercice (en devises)	Résultat du dernier exercice (en devises)	Notes
-	17 754 779	-	-	1 663 791	-437 653	1
80 000	95 074 306	-	-	Néant	462 778	
7 115 824	22 217 142	-	-	Néant	-1 847 761	
194 263	336 732	-	-	6 729 469	394 526	
86 250 273	-	-	-	Néant	-29 158 658	
4 210 000	3 953 476	-	-	Néant	-506 164	
230 955	89 532 674					

Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
Résultat de l'exercice	-140 559	-64 649
Dotations (reprises) nettes aux amortissements et provisions	78 033	27 307
Dépréciation d'actif d'exploitation	150	-721
Autres produits et charges calculés	1 895	-5 590
Augmentation des charges à répartir	-11 796	4 676
(Plus-values), moins-values de cession	-	61 338
<i>Capacité d'autofinancement</i>	<i>-72 227</i>	<i>22 362</i>
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>70 217</i>	<i>1 804</i>
I. FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE / (utilisé dans) L'EXPLOITATION	-2 060	24 166
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, nettes de transferts	-36 080	-10 755
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-6 985	-12 166
Acquisitions d'immobilisations financières	-7 370	-270
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	8 766	15
Cessions d'immobilisations financières	-	5 314
Diminution (augmentation) nette des comptes courants Groupe	-150 491	206 090
<i>Investissements nets</i>	<i>-192 160</i>	<i>188 228</i>
<i>Incidence des décalages liés aux opérations d'investissement</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
II. FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-192 160	188 228
<i>Variations de capital et des instruments de couvertures</i>	<i>381</i>	<i>-1 997</i>
<i>Versement de dividendes</i>	<i>-</i>	<i>-46 271</i>
<i>Augmentation (diminution) des dettes financières</i>	<i>281 417</i>	<i>-116 472</i>
III. FLUX DE FINANCEMENT	281 798	-164 740
IV. VARIATION DE TRÉSORERIE	87 578	47 654
V. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	193 039	120 209
VI. INCIDENCE DE LA VARIATION DU COURS DES DEVICES	-24 577	25 176
VII. TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	256 040	193 039